

Contre les licenciements et toutes les attaques contre les travailleurs, construire le « tous ensemble ! »

Des charrettes de licenciements

Avec l'annonce de 600 licenciements à Teleperformance et 130 à ArcelorMittal, la vague de licenciements se poursuit. Le chiffre de 150 000 licenciements dont parlait la presse laisse la place à celui de 300 000 emplois menacés. Si l'automobile ou la chimie sont particulièrement touchées, ce sont tous les secteurs qui sont visés.

De nombreux salariés, notamment chez les sous-traitants des entreprises qui licencient, s'inquiètent pour leur avenir. Patrick Martin, le patron du Medef, expliquait cyniquement que si l'Assemblée votait un budget imposant trop les entreprises, il y aurait des dizaines de milliers de licenciements en plus. Ce n'est ni plus ni moins qu'un chantage, d'autant plus révoltant que les groupes qui licencient (Auchan, Michelin, Stellantis) sont arrosés d'argent public depuis des années. Le grand patronat prévoit comme à son habitude de prendre l'argent public et de licencier quand même. Les grévistes de Michelin à Cholet ou de Novares à Ostwald montrent que face à cette casse sociale, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de prendre le chemin de la lutte.

Des coupes drastiques dans les services publics

La baisse de 5 milliards d'euros du budget des collectivités territoriales implique non seulement des services publics dégradés, mais aussi des milliers de suppressions de postes. La baisse des cotisations patronales pour la Sécurité sociale annonce des conséquences similaires dans les hôpitaux. Le ministre de la Fonction publique, Kasbarian, prévoit quant à lui de faire passer le nombre de jours de carence des fonctionnaires de un à trois et de baisser le remboursement des arrêts maladies. Cela préfigure des offensives analogues dans le privé. Salariés du public comme du privé, nous avons les mêmes difficultés de fin de mois, les mêmes conditions de travail dégradées qui usent la santé. Les véritables privilégiés sont les patrons qui empochent à la fois les

milliards de profits sur notre travail et les milliards de subventions.

Rien à attendre du cinéma autour du budget à l'Assemblée

À l'Assemblée, la discussion sur le budget a montré que le jeu des amendements mené par la gauche, mais aussi le RN et même le parti de Barnier, n'a pas empêché ce budget de rester brutal pour le monde du travail. Le patronat compte bien faire passer les mesures qu'il souhaite, que le Premier ministre soit Castets, Barnier ou Bardella. Rien à attendre des tractations et marchandages parlementaires. À nous d'être le plus offensif dans nos mobilisations.

La solution : y aller tous ensemble !

La grève dans le secteur aérien ou à la SNCF a été suivie, sans oublier bien d'autres grèves locales. Les nouvelles dates de mobilisation sont proches, à commencer par l'appel à la journée du 5 décembre dans la fonction publique contre le passage aux trois jours de carence. Si elles ne coïncident pas pour tous les secteurs, elles peuvent être l'occasion pour les travailleurs d'utiliser chaque date comme tremplin pour la suivante. L'occasion de faire entendre les revendications sur les salaires, les effectifs, l'interdiction des licenciements. L'occasion aussi de nouer des liens, d'établir des contacts avec les travailleurs d'autres entreprises connaissant les mêmes galères : il faut fusionner toutes nos colères contre la politique anti-ouvrière en cours. Le « Tous ensemble ! », ça se construit ! Si pour l'instant, les grèves sur les licenciements se mènent boîte par boîte, les prochaines journées de mobilisation, notamment à la SNCF ou dans la fonction publique seront l'occasion de discuter d'aller plus loin, vers un véritable mouvement d'ensemble. C'est ce que redoute le gouvernement comme le patronat : la convergence de nos luttes.

Public, privé, face aux licenciements comme à la dégradation des conditions de travail : c'est tous ensemble qu'il faut lutter !

Éditorial du NPA-Révolutionnaires du 25 novembre 2024

Malgré l'intervention des autorités locales les vrais voleurs sont encore dans les bureaux

En lien avec l'installation des gens du voyage sur le parking de CGI au Haillan, Olivier Foix, le responsable du site nous écrivait : ne laissez passer personne derrière vous lorsque vous badgez ; attachez bien votre vélo ; garez votre véhicule très loin des gens du voyage et surtout n'oubliez pas de cacher vos affaires visibles ! Pas besoin de réfléchir longtemps pour comprendre que la direction verse dans le racisme crasse en accusant les gens du voyage d'être des voleurs.

Mais qui fait ses millions de bénéfices par an avec le fruit de notre travail, les gens du voyage... ou les actionnaires ? Qui annonce une enveloppe de 2,6 % pour les NAO quand les bénéficiaires, eux, décollent de 23 % cette année, les gens du voyage... ou la direction ? Les vrais voleurs sont dans les bureaux de la direction et manque de bol pour elle, on ne tombera pas dans le piège de la division.

Petit calcul

Pour 2025, la direction de CGI prévoit nationalement de faire 11 719€ de bénéfices par salarié par an. Les gens du voyage, que la direction pointe du doigt comme des voleurs en puissance, ont pu rester 6 jours sur le parking. Si l'on rapporte les 11 719€ de bénéfices par salarié par an aux 6 jours où les gens du voyage ont pu rester sur le parking, la direction a donc accaparé pendant cette durée, en termes de bénéfices que notre travail produit... presque 200€ par tête. Encore une fois, qui sont les vrais voleurs ?

C'est quand ça les arrange

Plusieurs signaux montrent que la direction de CGI cherche à réduire les jours de télétravail. Dernier élément en date : les collègues en intercontrat, à qui on demande de venir sur site 4 à 5 jours par semaine. Pourtant, ça arrangeait bien la direction, pendant le COVID, de nous laisser nous débrouiller chez nous. Ça lui a même permis de réduire l'espace laissé aux bureaux avec le flex office, quitte à nous entasser les uns sur les autres. Et maintenant qu'elle veut nous fliquer, marche arrière, et tant pis pour ceux parmi nous qui se sont organisés depuis, ou ceux qui doivent venir en voiture de loin, parfois depuis Libourne.

Un métier d'avenir : vendeur de vent

Michel Cazenave, un retraité de Pau, dans les Pyrénées Atlantiques, a eu une idée originale : mettre sur le marché des boîtes de conserve... vides. Ou plutôt remplies du bon air du Béarn, la partie orientale du département. L'air est garanti « 100 % béarnais » et chaque boîte est vendue cinq euros aux touristes ou aux nostalgiques de cette vieille province. Un créneau déjà occupé, car les vendeurs de vent se ramassent à la pelle parmi les membres de la classe politique, les ministres, les locataires de Matignon et de l'Élysée, les prêtres de toutes les religions, les complotistes, les antivax, les charlatans de toutes sortes, etc. Une dure concurrence...

Les Haïtiens insultés par le président de l'ancienne puissance coloniale

En marge de la réunion du G20 à Rio-de-Janeiro, Macron a déclaré que les Haïtiens étaient « complètement cons » pour avoir limogé leur Premier ministre et, qu'en outre, ils étaient

responsables de la misère de leur île, « oubliant » au passage que l'ex-puissance coloniale, la France, avait imposé le paiement d'énormes réparations au pays, lors de l'indépendance, en 1804, dont les remboursements avaient continué... jusqu'en 1952. Insultes et mépris, voilà ce que tient en réserve la bourgeoisie française à destination des travailleurs et des peuples qu'elle exploite dans le monde entier et qui sont la source de sa richesse.

Milei, Macron, G20 : copains comme cochons

Sourires, étreintes et apartés complices, Macron et Milei n'ont pas été avares de démonstrations d'amitié avant et pendant le G20. On est bien loin de la tronçonneuse de l'un et de l'arrogance de l'autre ! Cette comédie a continué durant tout le forum entre les représentants des 20 pays les plus riches du monde. En fin de compte et au bilan : quelques déclarations creuses qui n'engagent à rien. Ces dirigeants qui s'entendent si bien peuvent bien être parfois concurrents ou même adversaires, ils connaissent leurs priorités : faire perdurer leur ordre d'exploitation et de misère.

Quand le sport et la corruption font bon ménage

Dans un rapport au vitriol transmis au ministre des Sports, qui n'a pas été rendu public mais qu'a réussi à se procurer Le Canard enchaîné, l'Agence française anti-corruption épingle les pratiques de huit fédérations sportives, à savoir celles du football, du tennis, d'équitation, du basket, du handball, de la natation, du judo et du golf. Ces manœuvres douteuses comprennent notamment des dépenses somptuaires non justifiées, le détournement de billets permettant d'assister aux compétitions, le copinage, le népotisme, le bidonnage des appels d'offres pour des marchés publics, les paris truqués, les conflits d'intérêt, etc. À croire que ces valeureuses fédérations sont en compétition pour obtenir la médaille d'or de la corruption.

Douarnenez (Finistère) : 100e anniversaire de la grève victorieuse des sardinières

La ville bretonne célèbre ces jours-ci et jusqu'au début janvier le centième anniversaire de la grève des ouvrières des conserveries de sardines qui dura six semaines et aboutit à une victoire. Débuté le 21 novembre 1924 pour réclamer une augmentation de salaire, le mouvement entraîna jusqu'à 2 000 personnes. Pour tenter d'en venir à bout, les patrons firent venir des briseurs de grève de Paris, certains armés. De leur côté celles que l'on appelait « Pen Sardin » (têtes de sardine) reçurent l'appui de la CGT unitaire, syndicat révolutionnaire à l'époque, animé notamment par des militants du tout jeune Parti communiste et des anarchistes. Pendant plusieurs semaines, la grève fut largement relayée par la presse nationale et eut un retentissement dans tout le pays. Les sardinières demandaient une augmentation de 20 centimes de l'heure alors qu'elles étaient payées 80 centimes, contre 1,5 franc pour les ouvrières non qualifiées en région parisienne. Les patrons finirent par céder le 6 janvier 1925, accordant l'augmentation demandée, signant un contrat collectif et acceptant de majorer les heures de nuit. Et la mémoire de cette lutte est toujours vivante, bien au-delà de la Bretagne.

Si ce bulletin te plaît... fais le circuler !